

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59109 LILLE CEDEX

Lille, le 31 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEISER PRODUITS DE SECURITE

6 rue du Marais sec
Nogent Sur Oise, 60180

Références : IC-R/089/24-LF
Code AIOT : 0005101403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement MEISER PRODUITS DE SECURITE implanté 6 RUE DU MARAIS SEC Z.I. 60180 NOGENT-SUR-OISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEISER PRODUITS DE SECURITE
- 6 RUE DU MARAIS SEC Z.I. 60180 NOGENT-SUR-OISE
- Code AIOT : 0005101403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société AXIMUM Produit de sécurité a fait l'objet d'un changement d'exploitant fin 2023 au profit de la société MEISER Produit de sécurité. Elle est située dans une zone industrielle située à l'Ouest de la commune de Nogent sur Oise, et limitrophe à la commune de Villers-Saint-Paul dans l'Oise.

C'est une société spécialisée dans la fabrication de dispositifs de retenue et de produits de sécurité métalliques ou plastiques, de produits techniques, d'équipements de protection individuelle. Deux ateliers sont dédiés à la fabrication de glissières et de produits métalliques, deux autres à la galvanisation et au thermolaquage de pièces en acier.

Les installations occupent les parcelles AR 141, 229, 231 et BR 10, 11.

La société MEISER est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 24 avril 2019, un arrêté préfectoral de changement d'exploitant daté du 30 octobre 2023 et un arrêté préfectoral complémentaire daté du 16 novembre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement d'une mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté
- Risque chronique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Informations hors fiches de constats

Suite au changement d'exploitant, le groupe MEISER souhaite que le site de Nogent Sur Oise soit totalement autonome concernant le support et la logistique. Une responsable Environnement a donc pris ses fonctions sur le site en 2024, Madame ALLEAUME. Elle sera l'interlocutrice ICPE de l'inspection.

La société MEISER Produit de Sécurité a plusieurs projets pour les deux années à venir :

- pour 2024

fiabilisation de la ligne de profilage et changement des presses

-pour 2025

changement de la chaudière afin d'améliorer les rejets atmosphériques

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra l'informer de ces modifications par un porter à connaissance. Il devra en outre, étudier la substantialité de ces modifications conformément à l'article R 181-46 du code de l'environnement. Concernant les modifications prévues cette année, l'exploitant devra transmettre un porter à connaissance dans les plus brefs délais afin que l'inspection valide le caractère substantiel ou non du projet.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 1	Levée de mise en demeure
2	Mise en sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 24/04/2019, article 8.2.5	Sans objet
3	Consignes générales	Arrêté Préfectoral du 24/04/2019, article 8.5.3.2	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en demeure datée du 07 janvier 2021, l'ensemble des points est maintenant conforme à la réglementation en vigueur. Pour le rejet atmosphérique n°10 cependant, le remplacement du brûleur en 2022 qui a permis la mise en conformité sur les Nox, a eu un impact sur la vitesse d'extraction de la chaudière galvanisation. Elle est inférieure à 8 m/s, valeur seuil réglementaire pour ce rejet.

Les causes ont été étudiées par l'exploitant. Ce dernier a conclu à la nécessité de remplacer le conduit associé au rejet n° 10. L'exploitant fournit le devis signé pour le changement du conduit. Il s'agit d'un devis n°323667-1 auprès de la société HERVE THERMIQUE. Les travaux sont prévus fin juin 2024.

L'inspection précise à l'exploitant qu'il devra fournir les nouvelles caractéristiques du rejet n°10 et les valeurs seuils qui lui sont associées afin qu'une modification soit apportée à l'arrêté préfectoral complémentaire daté du 16 novembre 2023, encadrant aujourd'hui ce rejet.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : récolement de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, air et eau
Prescription contrôlée : Article 1er : La société AXIMUM PRODUITS DE SECURITE exploitant une installation de traitement de surface et une activité de profilage sise 6, rue du Marais Sec sur la commune de Nogent sur Oise (60 180) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.2.1, 3.2.3, 4.4.5 et 4.4.10 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2019 en : <ul style="list-style-type: none">• permettant la bonne diffusion dans le milieu récepteur des rejets issus des conduits n°5 et n°6 ;• respectant les valeurs limites d'émissions de ses rejets atmosphériques sur les conduits n°1 à 9, notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ Conduit n°1 : concentration et flux des paramètres « Co + Cr + Cu +Mn + Ni+ Pb + Sb + Sn + V + Zn » ;◦ Conduit n°2 : flux des paramètres « Co + Cr + Cu +Mn + Ni+ Pb + Sb + Sn + V + Zn » ;◦ Conduit n°3 : concentrations pour les paramètres poussières et Zinc et vitesse d'émission ;◦ Conduit n°5 : flux pour le paramètre poussières ;◦ Conduit n°6 : la vitesse d'émission ;◦ Conduit n°7 : concentrations pour les paramètres CO, NOx et SO2 ;◦ Conduit n°8 : concentrations pour les paramètres Cr, Ni et HCl et flux pour les paramètres Cr, Ni et CN ;◦ Conduit n°9 : concentrations pour les paramètres poussières, Co, Cr, Ni, Pb, V, et Zn et flux pour les paramètres poussières, As, Co, Cr, Mn, Ni, Pb, Sb, V et Zn ;• mettant en place un registre afin de consigner les passages et actions de l'agent de maintenance sur le contrôle des bassins de rétentions des eaux ;• respectant les valeurs limites d'émissions des eaux exclusivement pluviales dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Historique

Le 06 juillet 2023, une visite d'inspection faisait le point sur la mise en demeure datée du 07 janvier 2021. Les constats suivants avaient été relevés :

1 - la bonne diffusion dans le milieu récepteur des rejets issus des conduits n° 5 et n° 6 a été démontrée par l'exploitant et validée par l'inspection ;
- le respect des valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques sur les conduits n°1 à 9 est atteint. A ce titre un porter à connaissance reçu le 23 mars 2022 par l'inspection a été instruit. Il en est résulté un arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte les nouvelles valeurs seuils pour les rejets atmosphériques. Il s'agit de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2023.

2 - la mise en place d'un registre afin de consigner les passages et actions de l'agent de maintenance sur le contrôle des bassins de rétentions des eaux a été effectuée ;

Ces constats font l'objet du rapport d'inspection n° IC-R/0317/23-LF.

Deux points restaient à lever :

1 - les valeurs seuils concernant le cyanure (1mg/m^3 - concentration et $0,3\text{ g/h}$ pour le flux) dépassée lors du dernier contrôle inopiné du 05/04/2023 pour le rejet atmosphérique n° 8 ;
2 - le dépassement des valeurs seuils de zinc pour le rejet eau EP 4 ;

Concernant le cyanure, l'exploitant apporte une solution technique : un produit anti-vapeur dans les bains (le steamer 700). Cette solution a montré son efficacité et a été validée par l'inspection. Les dernières valeurs en sortie de rejet n°8 pour ce rejet sont les suivantes :

contrôle du 13 septembre 2023 par la société SOCOTEC

CN : concentration : $0,0041\text{ mg/ Nm}^3$ et flux massique : $0,27\text{ g/h}$

Valeur seuil de l'arrêté préfectoral complémentaire daté du 16/11/2023 :

concentration : 1 g/ Nm^3 flux massique : $0,3\text{ g/h}$

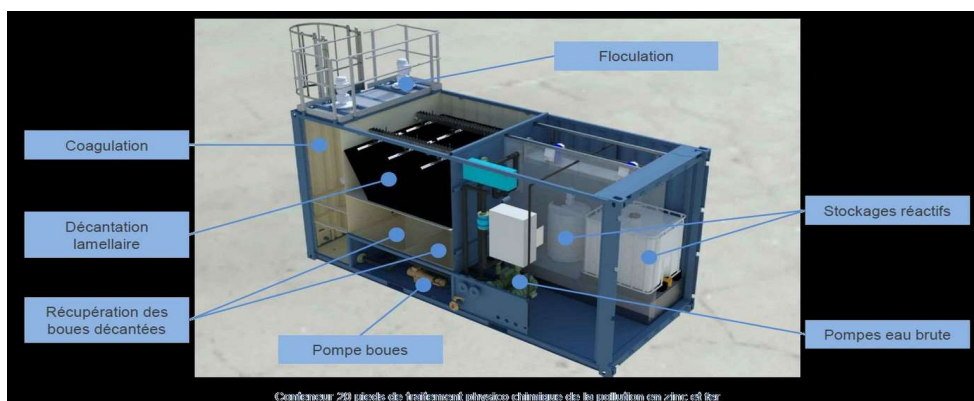
Concernant le zinc dans le rejet EP4, lors d'une réunion en octobre 2023, entre l'exploitant et l'inspection, il a été convenu par l'exploitant qu'une solution transitoire allait être mise en place afin de répondre à la mise en demeure : installation d'une cuve de stockage de 30 m^3 afin de récupérer les eaux de nappe pour traitement extérieur de ce déchet.

Par courrier daté du 20 novembre 2023, l'exploitant confirmait par écrit la mise en place de cette solution avant le 30 septembre 2024.

Lors de la visite du 21 février 2024, l'inspection observe que la cuve est déjà installée. Elle est dimensionnée pour recevoir les eaux de la fosse du bain de zinc. Cette cuve est dotée d'un flotteur externe permettant de visualiser le niveau de remplissage de la cuve. Lorsque cette dernière est remplie au 2/3, les opérateurs prennent contact avec le prestataire prenant ces eaux souillées en compte et la cuve est vidée. Les eaux sont ensuite traitées à l'extérieur par un organisme habilité à recevoir ce déchet.



La phase 2 consiste à la mise en place d'une unité de traitement physico chimique de la pollution en zinc et fer proche du point de rejet n°4. Cette dernière sera mise en place courant mai 2024. Elle sera capable de traiter 4 m³ /h d'eaux souillées. La concentration de zinc sera mesurée en continu. Ce dispositif permettra de traiter l'ensemble des eaux issues du bassin versant 2 avant rejet au point de rejet n°4.



Cependant la cuve restera en place même lorsque la station de traitement des eaux du rejet n°4 sera effective. En cas de dysfonctionnements de cette station, il sera donc toujours possible de confiner les eaux souillées dans la cuve.

L'inspection considère donc que l'ensemble des points de la mise en demeure susvisée a été traité. Elle propose une abrogation de la mise en demeure datée du 07 janvier 2021 à Madame la préfète de l'Oise.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Mise en sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2019, article 8.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, sécurité installations

Prescription contrôlée :

Article 8.2.5. Mise en sécurité des installations

Les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation (notamment les salles de gestion de crise) sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, incendie et explosion.

Ces locaux disposent des documents suivants :

- un état précis des moyens de lutte contre l'incendie ;
- un plan détaillé du site à jour faisant apparaître l'ensemble des installations ;
- un état des stocks ;
- un exemplaire à jour du Plan d'intervention.

Constats :

L'inspection demande à Monsieur DORANGEVILLE si sur le site une salle dédiée aux situations de crise a été prévue. Monsieur DORANGEVILLE indique qu'il s'agit de la salle de réunion dans laquelle nous nous situons. Elle est située dans le bâtiment administratif. L'exploitant ne sait pas si le Plan Opérationnel Interne contient cette information. Il doit le vérifier et si besoin le mettre à jour.

Cette salle est située en dehors de tout risque inhérent aux installations conformément à la réglementation. Il s'agit d'une salle située dans un bâtiment administratif séparé et à distance du bâtiment de production.

Cependant les documents réglementaires devant être disponibles dans cette salle ne sont pas présents :

- l'état précis des moyens de lutte contre l'incendie ;
- état des stocks ;
- plan d'intervention à jour ;

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'avoir à disposition l'ensemble de ces documents dans la salle.

Par message, Madame ALLEAUME indique que le POI a été mis à jour et sera présent dans la salle de crise. Le Plan d'Intervention à jour est donc disponible ainsi que l'état précis des moyens de lutte contre l'incendie. L'état des stocks est en cours d'amélioration.

L'inspection interroge l'exploitant sur sa gestion de l'état des stocks, les dispositions réglementaires en la matière, ayant évoluées notamment pour les sites SEVESO.

L'exploitant est en mesure de nous montrer un état des stocks journalier dématérialisé de ses matières premières, produits dangereux. Ce dernier met actuellement en place un outil de gestion de production "INDUSTRIA". Cet outil permettra une gestion plus adaptée de l'état des stocks.

L'inspection transmet les documents de FRANCE CHIMIE à sujet. Il pourra utilement s'en inspirer.

L'état des stocks est sauvegardé sur un serveur externe hébergé par le groupe COLAS.

Les déchets font l'objet d'un état des stocks séparé. Ce dernier est mis à jour une fois par mois.

L'inspection précise que les déchets peuvent être intégrés dans un état des stocks unique et suivi quotidiennement.

L'état des stocks est donc existant mais il reste à l'améliorer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : consignes générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2019, article 8.5.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, consignes

Prescription contrôlée :

Article 8.5.3.2. Consignes générales

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler sur le site.

Ces consignes indiquent notamment :

- les règles concernant l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sans autorisation, telle que prévue à l'article 8.5.3.1 du présent arrêté ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile, une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 8.4.1 ;
- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec notamment les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile, une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 8.4.1 ;
- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec notamment les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du

personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Les diverses interdictions (notamment interdiction de fumer) sont affichées de manière très visible en indiquant qu'il s'agit d'une interdiction imposée par arrêté préfectoral, ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la réglementation en vigueur.

Constats :

Sur site il existe des consignes mais elles ne sont pas à jour. La responsable HSE est actuellement en charge de remettre à jour l'ensemble de ces documents suite au changement d'exploitant AXIMUM-MEISER qui a eu lieu fin 2023. Dans ce cadre, l'inspection lui demande de prendre en compte l'article 8.5.3.2 afin d'avoir des consignes réglementaires.

Le Plan d'opération interne fait aussi l'objet d'une mise à jour.

Le 11 mars 2024, l'exploitant fournit un POI à jour par mail ainsi que les consignes suivantes :

- conduite à tenir en cas d'accident ;
- conduite à tenir en cas d'incendie ;
- conduite à tenir en cas de déversement accidentel
- message d'alerte sapeurs-pompiers

Il indiquera les lieux d'affichage et le mode de diffusion choisis afin d'informer le personnel de ces mises à jour.

Type de suites proposées : sans suite